

La Certification Forestière au Gabon : Un Levier Stratégique pour une Gestion Durable et une Compétitivité Accrue

Compagnie Durable du Bois au Gabon

Introduction

Le Gabon, recouvert à plus de 88% par la forêt, a inscrit la gestion durable de ses ressources naturelles au cœur de sa stratégie de développement, incarnée par le plan “Gabon Vert” . La **certification forestière** est la pierre angulaire de cette politique, visant à garantir une exploitation à la fois légale, responsable sur les plans environnemental et social, et économiquement viable. Cet article propose une analyse exhaustive des systèmes de certification au Gabon, du cadre législatif, des démarches détaillées et des coûts associés, ainsi que des multiples avantages pour les entreprises et la nation.

I. Les Systèmes de Certification Forestière au Gabon : FSC et PAFC/PEFC

Deux schémas de certification prédominent au Gabon, offrant des garanties de gestion forestière durable (GFD) et de traçabilité des produits (Chaîne de Contrôle - CoC) : le **Forest Stewardship Council (FSC)** et le **Pan African Forest Certification (PAFC) Gabon**, reconnu par le **Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC)**.

Système de Certification	Principes Fondamentaux et Reconnaissance	Application et Standard au Gabon
FSC (Forest Stewardship Council)	Standard international fondé en 1993, très réputé auprès des ONG environnementales (comme le WWF) et des marchés exigeants (Europe, Amérique du Nord). Il repose sur 10 principes et 70 critères internationaux.	Le Gabon a développé une Norme Nationale de Gestion Forestière FSC (FSC-STD-GAB-01-2020) , entrée en vigueur en 2020, qui adapte les principes internationaux au contexte écologique, social et légal gabonais ¹ . C' est le système initialement privilégié par l' État gabonais.
PAFC Gabon (PEFC)	Système de certification panafricain, développé dans le cadre de l' Organisation Africaine du Bois (OAB) pour s' adapter aux spécificités du Bassin du Congo. Il est reconnu par le PEFC, le plus grand système de certification forestière au monde en termes de surface.	Le PAFC Gabon est le système national qui atteste de la bonne gestion forestière et de la traçabilité. Il est géré par l' ONG PAFC Gabon et constitue une alternative crédible et reconnue, notamment par les marchés asiatiques et régionaux ² .

L' étude comparative menée par l' UFIGA et Probos en 2020 conclut que les deux systèmes, bien qu' ayant des approches de standardisation différentes (internationale pour FSC, nationale pour PAFC/PEFC), garantissent un niveau élevé de gestion durable et sont de plus en plus reconnus comme complémentaires ².

II. Cadre Législatif et Réglementaire

La politique forestière gabonaise est l' une des plus ambitieuses d' Afrique, marquée par une forte volonté étatique.

A. L' Obligation de Certification : Une Décision Stratégique

En 2018, le Président de la République a pris la décision historique d' exiger que **toutes les concessions forestières** du pays soient certifiées d' ici 2022 ³. Cette mesure vise à garantir que 100% de la production de bois gabonais soit issue d' une

gestion durable. Face aux défis opérationnels et financiers, l' échéance a été repoussée à **fin 2025** ⁴.

Cette obligation, bien que non encore formellement inscrite dans le Code Forestier, est une directive politique qui s' impose à tous les opérateurs. Le **Code Forestier** (Loi n° 016/01) et ses textes d' application, comme le **Décret n° 689/PR/MEFEPEPN** sur les concessions sous aménagement durable, constituent le socle de cette politique en exigeant des plans d' aménagement et une exploitation rationnelle ^{5 6}.

B. Incitations et Fiscalité

Pour accompagner cette transition, le Gabon a mis en place des incitations. L' **Article 318 nouveau de la Loi de Finances** instaure une fiscalité différenciée : les concessions certifiées (FSC ou PAFC/PEFC) bénéficient d' un **tarif réduit de 50% sur la taxe de superficie**, soit **300 FCFA par hectare** contre 600 FCFA/ha pour les concessions non certifiées ⁷.

III. Démarches Détaillées, Coûts Chiffrés et Délais

Le processus de certification est un projet d' entreprise structurant, dont les coûts et la durée dépendent de nombreux facteurs : superficie, accessibilité, état initial de la gestion, et niveau de préparation.

A. Les Étapes Clés de la Démarche

Le processus peut être décomposé en 5 phases principales :

1. Phase de Décision et de Préparation (3-6 mois) :

- **Engagement formel** de la direction.
- **Auto-évaluation** ou **pré-audit (diagnostic)** par un consultant ou un organisme tiers pour mesurer les écarts par rapport à la norme (FSC ou PAFC).
- Élaboration d' un **plan d' action détaillé et chiffré**.

2. Phase de Mise en Conformité (12-36 mois, voire plus) :

- **Aménagement forestier** : Réalisation ou mise à jour des inventaires, planification des coupes, définition des zones de conservation.

- **Social** : Négociation et signature des cahiers des charges avec les communautés locales, amélioration des conditions de vie et de travail des employés (logement, santé).
- **Environnemental** : Mise en place de mesures de réduction de l' impact (techniques d' exploitation à faible impact - EFl), protection de la faune, gestion des déchets.
- **Traçabilité** : Mise en place d' un système de suivi du bois de la parcelle de coupe jusqu' à l' usine.

3. Phase d' Audit Initial (3-6 mois) :

- Sélection d' un **organisme de certification accrédité** (ex: Bureau Veritas, Preferred by Nature, Control Union).
- **Audit principal sur site** par une équipe d' auditeurs qui vérifient la conformité sur le terrain et la documentation.
- Rédaction d' un rapport d' audit avec d' éventuelles **non-conformités** (mineures ou majeures).

4. Phase de Certification (1-3 mois) :

- Levée des non-conformités majeures (obligatoire pour l' obtention du certificat).
- Décision de certification par l' organisme et **délivrance du certificat** pour une durée de 5 ans.

5. Phase de Maintien (annuel) :

- **Audits de surveillance annuels** pour vérifier le maintien de la conformité et la bonne application du plan d' action.

B. Coûts Chiffrés de la Certification

Les coûts de la certification sont de deux natures : les coûts directs (audit) et les coûts indirects (investissements). L' étude de référence menée par **Oréade-Brèche en 2017** pour le compte du PPECF-COMIFAC fournit des estimations précieuses pour le Bassin du Congo [8](#).

Type de Coût	Description	Estimation Chiffrée (par hectare et par an)
Coûts Directs (Audit)	Frais facturés par l' organisme de certification pour l' audit initial et les audits de surveillance annuels.	0,15 à 0,40 € / ha / an (soit environ 100 à 260 FCFA / ha / an). Ce coût est dégressif avec la surface.
Coûts Indirects (Investissements)	Coûts liés à la mise en conformité : aménagement, social, environnement, formation, etc. Ils représentent la part la plus importante de l' investissement.	1,5 à 4,5 € / ha / an (soit environ 980 à 2 950 FCFA / ha / an). Ces coûts varient fortement selon l' état initial de la concession.
Coût Total de la Certification (GFD)	Somme des coûts directs et indirects.	1,65 à 4,90 € / ha / an (soit environ 1 080 à 3 215 FCFA / ha / an).
Coût de la Chaîne de Contrôle (CoC)	Coût de l' audit de traçabilité pour les usines de transformation.	Varie de 3 000 à 10 000 € par an (environ 2 à 6,5 millions FCFA) selon la complexité des flux de matière.

Exemple concret pour une concession de 200 000 ha :

- **Coût annuel d' audit (direct) :** ~40 000 € (26 millions FCFA)
- **Coût annuel d' investissement (indirect) :** ~500 000 € (328 millions FCFA)
- **Coût total annuel :** ~540 000 € (354 millions FCFA), soit **2,7 €/ha/an** (1 770 FCFA/ha/an).

Il est à noter que l' incitation fiscale (réduction de 300 FCFA/ha/an sur la taxe de superficie) permet de compenser une partie significative des coûts directs de l' audit.

IV. Avantages Stratégiques de la Certification

Loin d' être une simple contrainte, la certification est un puissant levier de performance et de reconnaissance.

A. Avantages pour les Entreprises Forestières

1. **Accès et Sécurisation des Marchés** : La certification est un passeport indispensable pour les marchés européens (via le RBUE) et nord-américains, qui exigent des garanties de légalité et de durabilité. Elle ouvre également des marchés de niche à plus haute valeur ajoutée.
2. **Amélioration de la Performance Opérationnelle** : La rigueur imposée par les standards conduit à une meilleure planification, une optimisation des rendements, une réduction des gaspillages et une meilleure gestion des risques.
3. **Renforcement de l' Image et de la Réputation** : La certification est un outil de communication puissant qui améliore l' image de l' entreprise auprès des clients, des investisseurs, des bailleurs de fonds et des ONG, et la différencie de la concurrence.
4. **Stabilité Sociale et Motivation du Personnel** : Le respect des normes sociales améliore les relations avec les communautés locales et les employés, réduisant les conflits et augmentant la motivation et la sécurité au travail.

B. Avantages pour le Gabon

1. **Leadership International et Diplomatie Climatique** : En faisant de la certification la norme, le Gabon se positionne comme un leader mondial de la gestion forestière durable, renforçant sa crédibilité dans les négociations internationales sur le climat (REDD+) et la biodiversité.
2. **Préservation du Capital Naturel** : La certification assure la protection des écosystèmes forestiers, de la biodiversité (gorilles, éléphants) et des services écosystémiques (stockage de carbone, régulation de l' eau), qui sont des atouts stratégiques pour l' avenir du pays ⁹.
3. **Développement Socio-économique Durable** : Elle garantit que l' exploitation forestière contribue de manière équitable au développement local par la création d' emplois, le partage des revenus et le financement d' infrastructures sociales (écoles, dispensaires).
4. **Gouvernance et Lutte contre l' Illégalité** : La transparence et la traçabilité inhérentes à la certification sont des outils efficaces pour renforcer la gouvernance forestière, lutter contre la corruption et l' exploitation illégale, et sécuriser les revenus de l' État.

Conclusion

L'obligation de certification forestière au Gabon est une transformation structurelle majeure pour la filière bois. Si l'investissement initial en temps et en argent est conséquent, les bénéfices à moyen et long terme sont indéniables. Pour les entreprises, c'est un gage de pérennité, de compétitivité et d'accès aux marchés les plus rémunérateurs. Pour le Gabon, c'est l'assurance de valoriser durablement son patrimoine forestier exceptionnel, tout en affirmant son leadership sur la scène internationale. La certification n'est plus une option, mais une condition essentielle de la performance économique, sociale et environnementale.

Page 1

1. FSC International (2020). *Norme Nationale de Gestion Forestière FSC pour la République Gabonaise (FSC-STD-GAB-01-2020)*.
2. UFIGA & Probos (2020). *Aperçu des schémas de certification de gestion forestière durable disponibles au Gabon : FSC et PAFC Gabon*.
3. WWF (2018). *WWF salue la décision du gouvernement gabonais d'exiger la certification FSC pour toutes les concessions forestières d'ici 2022*.
4. Conjonctures (2022). *Gabon : L'Etat repousse l'échéance de la certification forestière pour 2025*.
5. République Gabonaise (2001). *Loi n° 016/01 portant Code Forestier en République Gabonaise*.
6. Journal Officiel de la République Gabonaise. *Décret n° 689/PR/MEFEPEPN du 24 août 2004 Définissant la procédure d'attribution des concessions forestières sous aménagement durable*.
7. PAFC Gabon. *Article 318 nouveau de la Loi de Finances*.
8. Oréade-Brèche (2017). *Étude d'évaluation des coûts et des bénéfices liés à la certification forestière dans le Bassin du Congo*. Rapport pour le PPECF-COMIFAC.
9. FSC (2018). *Le Gabon s'engage en faveur de la gestion forestière responsable*.